

**E**n novembre 2006, *La Revue nouvelle* s'interrogeait sur l'état de l'Amérique latine, à une époque où nous étions nombreux à observer ce qui fut baptisé, avec l'émergence de régimes progressistes, le « virage à gauche » du continent, au travers d'un dossier titré : « Amérique latine : ¿ Qué tal ? ».

Si les régimes politiques qui se sont mis en place au tournant des années 2000 sont le fruit de fortes évolutions, il serait erroné de n'y voir qu'un mouvement unique au cœur d'une région complexe qui peut s'appréhender de bien des manières, toutes de nature à en souligner les nuances. Certains observateurs ne voient-ils d'ailleurs pas l'idée même d'Amérique latine s'estomper derrière ces particularités ? (Abraham Lowenthal, 2010). Ou comme l'écrivait Pierre Bon : « Cette diversité ne condamne-t-elle pas irrémédiablement toute tentative de synthèse à la superficialité ? »

Sept ans plus tard, nous tentons néanmoins à notre tour, dans le cadre de ce dossier, de prendre le pouls de cette région, mais cette fois en nous concentrant sur le thème du retour de l'État, ce qui est nommé de ce côté-ci du monde la « *recuperación del Estado* », à savoir le rôle prépondérant de l'État en matière de justice sociale et d'atténuation des défaillances du marché.

### **LE BASCULEMENT DE LA RICHESSE ET L'ÉMERGENCE DU CONTINENT**

La dernière décennie a connu un basculement de la richesse au niveau mondial entre un Nord, plongé dans une crise sans précédent, et un Sud en pleine expansion. Sont ainsi apparus des pays émergents, disposant, pour reprendre la définition du Fonds monétaire international (FMI), d'une population importante, jeune et en croissance, d'institutions stables, d'un marché intérieur en expansion et d'une croissance économique rapide. Plusieurs pays d'Amérique latine figurent d'ailleurs

au cœur de ces acronymes forgés pour cerner ce phénomène : le Brésil fait partie des BRICS (avec la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud), la Colombie des CIVETS<sup>1</sup> (catégorie recouvrant une série d'économies dynamiques jouissant d'une stabilité politique et d'une population jeune), le Mexique du E7 (ensemble d'économies qui devraient dépasser le G7 en PIB avant 2020). Le FMI recense quant à lui, dans son classement 2012 des économies émergentes, outre les pays déjà cités : l'Argentine, le Chili, le Pérou et le Venezuela. L'Amérique latine joue donc pleinement sa partition dans l'émergence d'un Sud dont les limites sont dès lors de plus en plus floues.

Cette redéfinition des cartes économiques n'est pas allée sans une redéfinition des alliances politiques et une renégociation du poids de ces pays dans les enceintes de décision au niveau global, que ce soit en termes de sièges au Conseil de sécurité ou de droits de vote au sein des institutions financières internationales plus conformes aux rapports de force actuels au sein de l'économie mondiale.

Cette autre Amérique a connu plusieurs évolutions majeures au cours des vingt dernières années, qui expliquent son rôle accru sur la scène internationale.

Ainsi, la démocratie et la paix se sont profondément enracinées dans une région où des dictatures militaires sévissaient encore au début des années 1990, surtout dans son cône sud (Chili, Argentine, Uruguay, Paraguay, Brésil). La région a aussi vécu un profond renouvellement des élites politiques dans de nombreux pays. Un ouvrier a pris le pouvoir au Brésil, auquel a succédé une *ex-guerrillera*. Plusieurs autres femmes ont d'ailleurs occupé, occupent ou occuperont prochainement la plus haute charge de l'État en Argentine, au Costa Rica, au Chili. Un syndicaliste indien est devenu président en Bolivie.

La conjoncture économique mondiale, orientée vers une demande accrue en matières premières et en produits agricoles, dont les cours se sont renchéri ces dernières années, a indéniablement permis de financer des politiques publiques volontaristes, après ce qui a été souvent qualifié de *década perdida* (décennie perdue) pour le continent. L'Amérique latine était alors considérée comme le laboratoire des préceptes néolibéraux du Consensus de Washington, qui participèrent à dissoudre le tissu social et les solidarités traditionnelles dans la région.

L'Amérique latine ressort aussi passablement épargnée par la crise mondiale. Elle n'est plus la périphérie d'un centre unique, mais s'est ouverte ces dernières années à d'autres partenaires commerciaux, parmi lesquels la Chine. Entre 2001 et 2009, les importations chinoises en provenance de l'Amérique latine ont été mul-

---

1 Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie, Afrique du Sud.

tipliées par dix, pour atteindre 64,4 milliards de dollars (Cepal<sup>2</sup>). L'article d'Arnaud Zacharie s'interroge dès lors sur la « reprimarisation » de l'économie latino-américaine, 75 % des exportations latino-américaines étaient constituées de matières premières en 2010, et cela même s'il demeure des exceptions, le tissu industriel étant particulièrement développé au Brésil et une part importante des exportations costaricaines comprenant des produits chimiques et des médicaments.

## DES DÉFIS DE TAILLE

Ces évolutions ont permis de transformer ces sociétés, de réduire les taux de pauvreté sur le continent et d'y faire naître une classe moyenne, comme le démontre un récent rapport de la Banque mondiale<sup>3</sup>. Il n'en demeure pas moins que la pauvreté continue à dépasser les 30 % de la population pour l'ensemble de la région (Cepal) alors qu'une part importante de la population souffre encore de la faim (voir l'article « Le paradoxe de la faim : lutter contre la malnutrition en Amérique latine »). En effet, ce continent demeure le fait d'un paradoxe : si nombre des pays qui le composent jouissent aujourd'hui d'un fort taux de croissance, qui leur a permis de faire sortir des millions d'individus de la pauvreté, ils demeurent parmi les plus inégalitaires au monde, à l'exception de quelques pays d'Afrique subsaharienne comme l'Afrique du Sud ou la Namibie.

Les défis restent donc de taille pour le continent. Malgré le bénéfice qu'ils peuvent tirer de l'exploitation de leurs richesses, les États disposent encore de moyens trop faibles, notamment en ce qui concerne leurs ressources fiscales, et cela au regard par exemple des pays de l'OCDE.

Ces pays manquent aussi encore souvent des ressources humaines qualifiées nécessaires à l'émergence d'institutions fortes. Pour reprendre les mots d'Edgar Montiel (Unesco), ces pays sont souvent « sous-administrés, sous-gouvernés. » Les États démocratiques sont cependant en cours de reconstruction sur le continent et selon le Latinobarómetro 2011, la confiance dans plusieurs gouvernements de la région est élevée (elle atteint 62 % d'opinion favorable dans les cas de l'Équateur et de l'Uruguay), la moyenne régionale étant de 40 %, ce qui dépasse le niveau de satisfaction en Europe, puisque notre propre baromètre européen affiche 29 % d'opinion favorable de moyenne (voir l'article intitulé : « L'État aujourd'hui en Amérique latine : ¿ más o mejor ? »).

---

2 Comisión Económica para América Latina.

3 Francisco Ferreira H. G., Julian Messina, Jamele Rigolini, Luis-Felipe López-Calva, Maria Ana Lugo et Renos Vakis, 2013, « La movilidad económica y el crecimiento de la clase media en América Latina. Panorámica General », Washington, Banco Mundial.

Ensuite, le narcoterrorisme demeure l'une des principales menaces pour la stabilité du continent, tant au plan politique qu'économique, phénomène qui n'épargne pour ainsi dire aucun pays. De plus, le narcoterrorisme dispose d'un pouvoir de corruption irrésistible pour les institutions étatiques qui y sont soumises, et génère violence et insécurité. Pour l'Amérique centrale, le crime organisé représente un défi gigantesque, celui-ci contrôlant par exemple 40 % du territoire guatémaltèque. En dehors de l'Irak et de l'Afghanistan, l'Amérique centrale est la région la plus violente au monde, avec un taux de 33 homicides pour 100 000 habitants, trois fois plus que la moyenne mondiale, un chiffre qui cache des pics de violence impressionnants dans certaines zones (comme Guatemala City ou Sonsonate au Salvador, où le taux atteint 145 homicides pour 100 000 habitants).

Le continent appelle donc de profondes réformes structurelles, tant en termes de modèle productif, d'éducation, de transfert de technologies ou de renforcement institutionnel, pour lui permettre de poursuivre sur sa lancée.

Il n'en demeure pas moins que l'Amérique latine est le lieu d'expériences inédites et utiles à une réflexion sur les enjeux globaux. Ainsi, le continent abrite, avec la forêt amazonienne, ce qui est souvent considéré comme le poumon de la planète. Y règne une biodiversité sans égale, pour la protection de laquelle des initiatives novatrices ont été proposées à la communauté internationale.

En matière de croissance inclusive et de politiques redistributives, l'Amérique latine est également porteuse d'idées utiles à la réflexion. Souvent cités, les programmes de transferts monétaires conditionnés comme au Brésil, les programmes Fome Zero (Faim Zéro) ou Bolsa Familia qui ont participé à y réduire la malnutrition et la pauvreté.

Ce dossier, tout en évoquant des thèmes souvent associés à l'Amérique latine, comme les répercussions du Consensus de Washington sur les sociétés latino-américaines, les inégalités ou la problématique de la dette, veut aussi aborder sous différents angles plusieurs défis actuels pour les États du continent, que ce soit le changement du modèle de production de ces économies, la mise en place de politiques publiques efficaces pour lutter contre la malnutrition chronique, la gouvernance énergétique ou la menace des fonds voutours sur l'indépendance des États. Autant de défis à relever pour éviter que cette boutade de De Gaulle à l'adresse du Brésil ne s'applique pas à cette région du monde : « L'Amérique latine : un continent d'avenir... et qui le restera... » ■

**ÉRIC DE MUYNCK**